CICR

Oslo / Genève 5 décembre 2012 (CICR) – Améliorer la **formation** du **personnel**, prévenir l'**usage abusif** des **emblèmes** de la **croix rouge** et du **croissant rouge**, coordonner les activités avec d'autres organisations et sensibiliser les autorités et les groupes armés sont quelques-unes des actions susceptibles de rendre plus sûre la **fourniture** des **soins** de **santé** dans les **conflits armés** et autres situations d'urgence.

Telles sont, parmi d'autres, les mesures qui ont été proposées dans le cadre d'un atelier qui s'est achevé aujourd'hui à Oslo et auquel ont participé des représentants de 13 Sociétés nationales de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des experts du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), des représentants de ministères de la santé et des professionnels d'organisations non gouvernementales actives dans le secteur médical.

« Dans des pays touchés par la violence armée comme la Syrie, la République démocratique du Congo, le Mali ou la Somalie, les collaborateurs Croix-Rouge et Croissant-Rouge sont souvent parmi les principaux prestataires de soins de santé », indique Sven Mollekleiv, président de la Croix-Rouge de Norvège, qui organisait l'événement conjointement avec le

CICR. « Dans le but d'envisager des mesures pratiques, nous avons fait en sorte de réunir dans le cadre de cet atelier des praticiens bénéficiant d'une expérience directe de la violence perpétrée à l'encontre des personnes qui prodiguent des soins de santé, et auxquelles il arrive parfois d'être blessées ou enlevées dans l'exercice de leurs fonctions, mais aussi contre les bénéficiaires de ces soins. »

Un des participants, Abdulkadir Abdi-Afi du Croissant-Rouge de Somalie, a été blessé par des éclats d'obus il y a plusieurs années, alors qu'il s'apprêtait à distribuer des médicaments à l'hôpital pour blessés de guerre de Mogadiscio, géré par la Société nationale. « Une des façons de renforcer notre sécurité dans notre travail de tous les jours est d'avoir le même discours avec toutes les parties au conflit, explique-t-il. Compte tenu de la totale impartialité avec laquelle nous offrons nos services depuis de nombreuses années, nous jouissons en Somalie d'un respect quasi aussi important que les mosquées. Ce qui n'empêche que la fourniture des soins de santé reste un des défis humanitaires majeurs dans le pays, du simple fait de l'insécurité et aussi parce que les couvre-feux empêchent des milliers de personnes d'avoir accès à ces services. »

Selon le CICR, un incident violent sur cinq contre les systèmes de soins de santé signalé au cours du premier semestre 2012 ciblait ou concernait d'une manière ou d'une autre des collaborateurs ou des services Croix-Rouge et Croissant-Rouge, ou encore des patients.

« Ces chiffres se basent sur les cas officiellement recensés uniquement, et pourraient bien ne représenter que la pointe de l'iceberg », déclare Magne Barth, conseiller du projet « Les soins de santé en danger » lancé par le CICR, dans lequel s'inscrivait l'atelier d'Oslo. « La Croix-Rouge et le Croissant-Rouge sont certes concernés au premier chef par ce problème, mais ils font aussi partie de la solution. La question de l'accès aux soins de santé en toute sécurité doit toutefois désormais occuper l'attention de tous, employés des services de santé publique ou collaborateurs d'organisations non gouvernementales. »

La prochaine rencontre autour de l'initiative « Les soins de santé en danger » aura lieu le 17 décembre prochain au Caire. Des professionnels de la santé y examineront les mesures pratiques à prendre pour protéger les soins de santé d'urgence. Cette réunion sera suivie par un atelier Croix-Rouge et Croissant-Rouge, qui sera organisé début janvier à Téhéran à l'intention de représentants de 15 pays.